

les Coursives d'Empalot

Vie d'un quartier
dans la ville

Numéro Spécial 2017

Ils répondent à vos questions!



L'édito

Avant tout, mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année cher-e-s lecteur-ice-s. Vous nous avez soumis le souhait de pouvoir un jour poser vos questions à ceux qui dirigent, l'État, la Région, le Département, la Métropole. C'est chose faite ! Mr Moudenc, Mr Méric, Mme Delga, Mr Mailhos ont tous répondu favorablement à votre souhait. Je tenais à les remercier d'avoir bien voulu donner leurs réponses à notre journal.. Par la même occasion, on le fait trop rarement, je tenais à remercier les personnes qui ont permis cela, notamment nos élu-e-s de proximité et aux différents services de presse de la Mairie de Toulouse, du Conseil Départemental de la Haute-Garonne et de la Région Occitanie.

Bonne lecture

La citation

« On apprécie et on loue le silence dans la conversation lorsqu'on sait que celui qui se tait n'hésite pas quand il le faut à prendre hardiment la parole ».

Pensees - Giacomo Leopardi.

Le sommaire

les brèves 3

le thème du mois 5

Ils répondent à vos questions

les interviews

Les Coursives d'Empalot est édité par l'association Karavan

Directrice de publication **Bahia Benhamid**
Superviseur **Ahmed Lrhzil**
Rédacteur **Abdelkrim Makouf**
Comité de rédaction **S.Garros (Hasure),
A.Slammia(Aifomej), F.Baroudi, B.Benhamid
(Karavan)**

Maquette et photos **A.Makouf, Mairie de
Toulouse, Conseil Départemental Haute-
Garonne, Conseil régional Occitanie.**

Dessin **MP**

Impression **Imprimerie Ogham-Delort 01/2017**

Imprimé sur papier recyclé

Pour écrire au journal,
contacter l'association Karavan,
34 boulevard des Récollets, 31400 Toulouse.
t. 05 62 26 56 33 – f. 09 85 81 60 21
coursives@karavan.org – www.karavan.org

Votre avis nous intéresse,
pour apporter témoignages et remarques,
n'hésitez pas à nous contacter.

Le journal gratuit du quartier vous donne rendez-vous tous les débuts de mois. Vous le trouverez chez les commerçants, dans les administrations d'Empalot et aussi sur internet à l'adresse www.karavan.org. Pour recevoir directement Les Coursives d'Empalot chez vous, merci d'adresser un chèque de 12 euros à l'association Karavan



Le thème du prochain numéro

Les jardins partagés

Noël solidaire acte I



Les habitant-es du quartier ont été conviés durant trois jours pour fêter Noël autour de spectacles, de contes, de magie et d'un

L'arbre à vœux



Vous l'avez peut-être aperçu à l'entrée du Centre Social durant le mois de décembre, l'arbre à vœux détourné de la tradition japonaise de l'arbre à souhaits. C'est

Noël solidaire acte II



Le 17 décembre dernier, la place commerciale d'Empalot a accueilli la onzième édition du traditionnel marché de la Solidarité organisé par l'association Karavan. Nombreux furent les habitants à déambuler parmi les stands tenus par de nombreuses associations proposant de nombreux articles

grand bal de clôture. Depuis 2001 « Jours 2 fête », organisée par un collectif de partenaires composés du Centre Social CAF/Mairie d'Empalot, de la Médiathèque, et de plusieurs associations telles que Aidons-nous, 1001 Couleurs, Générations Solidaires, Ha-sur-E, la Régie de Quartier Empalot Services, et du lieu accueil enfants parents La Bobine, est un moment de partage et de vivre ensemble à une période de l'année où il est important de rompre la solitude. ■

Anne, agent du Centre Social, qui est à l'initiative de cette idée. Plus qu'une simple déco de fête, elle voulait que l'arbre à vœux soit porteur d'espoir, de vivre ensemble et l'échange avec des petits messages personnels. Pour poursuivre ces moments Anne et toute l'équipe du centre Social vous propose de pousser la porte, de prendre une pause, au 38 avenue Jean Moulin, où il y a l'information, l'orientation, la laïcité et la convivialité de 9 heures à 11h30 tous les mercredis pour partager le «café habitant». ■

et souvenirs à de petits prix. Tous ont une nouvelle fois apprécié cette journée conviviale et fortement animée sous un radieux soleil. La journée s'est conclue avec un concert solidaire sous la houlette de la MJC d'Empalot à la brique rouge. Le rendez-vous est donc déjà pris pour l'an prochain. ■



Jean-Luc Moudenc Maire de Toulouse - Président de Toulouse Métropole.

©MAIRE DE TOULOUSE



Coursives- Comment concevez-vous votre mission ?

Le projet sur lequel les Toulousains m'ont élu au printemps 2014 porte une double exigence qui doit être menée de front : mener de grands projets pour faire grandir Toulouse et conforter son rôle de métropole européenne, et, dans le même temps, consolider tous les services publics de proximité pour une meilleure qualité de vie des Toulousains dans leur vie quotidienne. C'est sur ces rails que je déroule mon mandat depuis bientôt 3 ans. Cette volonté de proximité explique aussi pourquoi j'ai souhaité piloter en direct le dossier du renouvellement urbain. Je sais combien les attentes sont fortes dans ce domaine, c'est pourquoi j'ai voulu m'investir en priorité pour les quartiers de la politique de la ville.

Coursives - Aujourd'hui, les conseils citoyens sont maintenant concrets et en plein exercice, quel bilan en faites-vous ?

C'est un exercice de démocratie participative réussi. Composés pour 3/4 d'habitants et pour 1/4 de structures locales (associations, entreprises, etc.), les 12 Conseils Citoyens (CC) de la Métropole, dont un sur le quartier d'Empalot, ont contribué à donner davantage la parole aux habitants, à les faire participer aux projets et aux décisions qui concernent

leurs quartiers aux côtés des institutions. Je les rencontre régulièrement, notamment pendant mes journées de quartiers. Nos échanges sont toujours très riches et constructifs. Autonomes, les CC sont des interlocuteurs privilégiés des partenaires du Contrat de Ville, pour autant ils ne sont pas seuls à faire vivre la concertation. Sophia Belkacem, votre maire de quartier, est à l'écoute des habitants et acteurs du quartier.

A - Que comptez-vous faire pour les habitants des quartiers prioritaires, comme celui d'Empalot au niveau de la culture, des personnes les plus éloignées des activités sociales et culturelles ?

L'accès aux services publics et à la culture sont des clés indispensables pour la réussite de toute politique de la ville. Dans le cadre du programme de renouvellement urbain, le quartier d'Empalot a bénéficié d'un renforcement significatif des services publics de proximité : la Médiathèque en 2008, un pôle jeunesse en 2013, la Maison Jean Moulin (regroupant les services municipaux, la CAF, et des associations) en 2016, la Brique Rouge (regroupant la MJC, une salle polyvalente, etc.) en 2016 également. Sur du plus long terme, Empalot accueillera d'ici 2020/2025 l'extension de la Brique Rouge, un nouveau centre commercial, un nouveau ou une réhabilitation d'un groupe scolaire. Sur le volet social, les financements, au titre d'un nouveau Contrat de ville, des actions associatives en faveur des habitants d'Empalot ont augmenté de plus 8 % en 2016. Enfin, pour l'année 2017, j'ai souhaité, en lien avec mes collègues Sophia Belkacem et Francis Grass, que l'appel à projet spécifique « culture dans les quartiers prioritaires » concernant Empalot et Reynerie, que 40 000 € seront donc dédiés à des projets culturels sur le quartier d'Empalot.



Armand - Toutes les autorités, dans leurs discours, louent le travail de terrain des associations; qu'est-ce qui justifie alors les baisses de subventions de fonctionnement allouées à ces associations ?

Quand j'ai été élu au printemps 2014, mon équipe s'est trouvée confrontée à une situation redoutable : au moment où nous découvrons que les finances municipales laissées par nos prédécesseurs étaient au plus mal (avec la disparition de l'épargne en particulier), l'État annonçait qu'il allait baisser drastiquement son soutien financier aux collectivités territoriales, et ce, sur tout le mandat. Il a fallu réagir vite et avec détermination pour sauver l'essentiel, c'est-à-dire la qualité de nos services publics et notre capacité à investir pour financer notre croissance et maintenir notre attractivité, donc l'emploi. L'effort demandé aux associations n'est certes pas indolore, mais il est limité. Sur les 145 millions d'euros d'économies que nous devons faire d'ici 2020 dans nos dépenses de fonctionnement, la baisse des subventions aux partenaires satellites et aux associations a été contenue à 20 millions d'euros. Je rappelle que la plus grosse part de l'effort est supportée par la collectivité elle-même avec 85 millions d'euros à trouver sur la maîtrise des dépenses de personnel et les charges générales. Alors que nous avons dû demander un effort aux Toulousains et que la Mairie s'est imposée un plus gros effort encore à elle-même, il aurait été inconcevable que

les structures bénéficiant des subventions municipales soient exonérées de tout effort !

M, habitante - Mr le Maire les hausses de prix de cantines, transports, centre de loisirs... et prélèvements grèvent le budget de nombreuses personnes déjà en situation difficile, comptez-vous relancer notre pouvoir d'achat ? Grâce à ces réformes tarifaires, nous avons renforcé la solidarité et fait œuvre de justice sociale. Sur les tarifs municipaux, qui comptent toujours parmi les plus bas de France, tous nos choix ont été guidés par un souci de pondération et de justice sociale. Ainsi, pour les cantines, trois tranches supplémentaires ont été créées pour limiter les effets de seuils. Les familles les plus aisées contribuent davantage. Sur plusieurs tranches correspondant à des familles disposant de revenus modestes, les tarifs ont même baissé ! Enfin, dans un souci de solidarité, une exonération des frais pour les familles les plus précaires a également été mise en place. Nos tarifs de cantines, clae et centre de loisirs restent les plus bas de France. Sur les transports, l'ancienne grille tarifaire, peu lisible et fortement critiquée par la Chambre régionale des Comptes pour ses injustices, a été refondue avec la même volonté d'équité. À partir du 1er juillet, la nouvelle tarification tiendra compte des revenus et les plus fragiles continueront de bénéficier de la solidarité de tous. Cette vision du service public est la plus juste, car elle marque un retour à des principes fondamentaux qui ont pu s'étioler au fil des années. Pour les jeunes et les seniors, les transports toulousains seront les moins chers des grandes villes de France.

F, habitante - Vous qui connaissez bien le quartier, pourquoi a-t-on du mal à être relogé convenablement avec Habitat-Toulouse ? Pour faciliter le relogement, et plus généralement l'accès au logement social,



il faut soutenir, comme nous le faisons depuis 2014, la production par tous les moyens. L'un des plus innovants, c'est la vente par Habitat Toulouse d'une partie de son parc ; au total 800 logements dans Toulouse sont proposés en accession à la propriété, à des conditions avantageuses, aux locataires. C'est une offre gagnant-gagnant qui a déjà séduit plus de 150 personnes. Cette mesure est un accélérateur considérable : quand Habitat Toulouse vend un logement, cela lui permet de financer la construction de trois à quatre logements neufs dans le parc social. Habitat Toulouse s'efforce de répondre à toutes les situations de relogement en tenant compte des souhaits exprimés par le locataire (secteur géographique, type de logement) et en les confrontant à l'offre disponible. Sur un périmètre restreint, il peut être difficile de réunir l'ensemble de ces critères dans un délai court. Compte tenu de l'offre restreinte dont dispose Habitat Toulouse pour le relogement, il est fait appel à la solidarité des autres bailleurs sociaux dans le cadre d'un « dispositif inter-bailleurs » dont l'objet est d'élargir le champ de l'offre potentielle et des propositions faites aux locataires.

P, habitant - Malgré le déploiement de la vidéosurveillance, le sentiment d'insécurité persiste. Quel bilan en tirez-vous ? Que comptez-vous faire? Les caméras sont un outil parmi d'autres au service de la sécurité

des habitants. Leur déploiement complet (350 caméras fin 2017 sur toute la ville alors qu'il n'y en avait que 23 en 2014) ne sera terminé que fin 2017. Elles donnent déjà des résultats très probants. Le sentiment d'insécurité que vous évoquez n'est pas mesurable, évaluer son recul ou sa progression est très subjectif. En revanche, sur l'utilité des caméras, il y a un chiffre qui ne trompe pas c'est celui des réquisitions, c'est-à-dire les demandes d'extraction d'images par un officier de police judiciaire. Elles sont passées de 73 en 2014 à 262 en septembre 2016. La vidéoprotection est donc un outil extrêmement performant pour le travail de la Justice et qui facilite la résolution des affaires. Mais, pour autant, ce n'est pas une baguette magique.

Coursives - Quels sont vos souhaits pour l'année 2017?

Mes vœux pour 2017 sont des vœux d'apaisement, de cohésion et d'unité. Nous vivons une époque troublée, marquée par des événements dramatiques, mais aussi des transformations profondes qui bouleversent les repères et le quotidien de nos concitoyens. Dans un tel contexte, le rôle de proximité de la Mairie et de la Métropole est primordial. Les services publics qu'elles proposent aux habitants sont indispensables à leur quotidien et constituent des repères forts. Leur sauvegarde exige un travail important de modernisation et parfois des décisions difficiles à prendre, mais que j'ai assumées pleinement. ■

Georges Méric

Président du Conseil
départemental de la Haute-Garonne.

©C.D. HAUTE GARONNE



Coursives - Comment concevez-vous votre mission ?

Le Conseil départemental se doit d'être un acteur proche des citoyens. Répondre au mieux et au plus près des besoins est nécessaire dans cette période de crises que traverse notre société. Difficultés socio-économiques, décrochage scolaire, chômage, notamment des jeunes, difficultés d'intégration, sentiment parfois éprouvé par certains de ceux qui habitent sur notre territoire d'être l'objet de discriminations, les tensions internationales... Tous ces facteurs concourent à la perte des repères et nous devons, nous acteurs politiques, c'est-à-dire en charge des affaires de la cité, prendre nos responsabilités. C'est le sens de mon action : agir en proximité et en solidarité pour redonner aux haut-garonnais des perspectives d'avenir en agissant sur le quotidien et par le dialogue.

Coursives - Pour beaucoup d'habitants, votre rôle est assez flou, pouvez-vous les éclairer ?

Le rôle principal du conseil départemental, c'est la solidarité, qu'il s'agisse de la solidarité pour les personnes ou pour les territoires. Je pense plus particulièrement au soutien aux personnes âgées et aux personnes handicapées avec la gestion notamment

des allocations d'autonomie. Je pense à l'insertion avec un nouveau programme qui est résolument tourné vers le retour à l'emploi pour les bénéficiaires du RSA. Je pense encore à l'éducation puisque le Département gère les collèges, mais aussi les transports scolaires gratuits. En fait, toutes les actions que vous trouvez dans les Maisons des solidarités sont des compétences du Conseil départemental. Mais que ce soit dans nos dispositifs sociaux, éducatifs, économiques, environnementaux, culturels et sportifs, c'est toujours la solidarité et l'égalité républicaine qui motivent notre action. Ce travail de terrain ancré dans le quotidien des habitants garantit le maintien du lien de proximité nécessaire à notre vivre ensemble.

Coursives - Action sociale, solidarité territoriale, éducation, développement et démocratie sont notamment les piliers de votre mandature. Vous exhortiez les élus sur ces questions, où en est votre plan de bataille ?

Malgré le contexte budgétaire contraint qui pèse sur le Département, nous avons, avec la majorité départementale, réussi à ne pas augmenter la fiscalité tout en préservant l'accompagnement solidaire des publics, notamment des plus démunis, et en soutenant les territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux, dans leurs projets d'équipements pour garantir un équilibre sur le territoire. Être à l'écoute des familles qui connaissent des difficultés ; assurer toujours plus d'égalité dans le droit des personnes en situation de handicap ; mobiliser les dispositifs pour favoriser l'insertion et lutter contre l'exclusion ; apporter des réponses à la perte d'autonomie pour les personnes âgées et leurs proches ; favoriser l'accès au logement ; développer des transports en commun accessibles à tous avec un réseau toujours



plus efficace ; redonner des repères aux jeunes par le biais de l'éducation. Tels étaient les engagements annoncés au début de la mandature et je suis heureux de pouvoir dire que tous ces chantiers sont bien avancés. Notre méthode qui prône plus d'ouverture aux partenariats et de dialogue citoyen commence à porter ses fruits et sera poursuivie. Nous devons continuer à être exigeants avec nous-mêmes pour le bénéfice des Haut-Garonnais.

Coursives - Après avoir lancé les concertations auprès des Haut-garonnais, quel bilan en tirez-vous ?

Agir avec les citoyens et non pas seulement pour les citoyens est bien là l'enjeu du dialogue citoyen pour agir au plus près des besoins. C'est un impératif majeur pour le progrès de la démocratie et la qualité de l'action publique. Les premières consultations que nous avons lancées ces derniers mois en matière de transports interurbains où plus de 2000 personnes ont répondu au questionnaire, ou encore les réunions citoyennes pour la lecture publique (7 réunions et 200 personnes rencontrées) ou la mixité sociale dans les collèges (plus de 50 réunions et 1000 personnes rencontrées) montrent toute leur utilité pour asseoir un service public mieux adapté aux attentes.

B, habitante - Quelles actions de terrain menez-vous sur Empalot ?

Le lieu clef du

Conseil départemental sur le terrain, c'est avant tout la Maison des Solidarités (MDS) d'Empalot. Située en plein cœur du quartier, elle reçoit physiquement ou téléphoniquement plus de 100 personnes par jour, pour des questions d'accès aux droits, d'orientation vers des partenaires, d'accompagnement social individualisé, de consultations diverses (Protection Maternelle et Infantile, Centre de Planification et d'Éducation Familiale)... Au-delà de cette activité importante, la MDS participe à de nombreuses actions menées notamment sur la cité d'Empalot : la foire des associations et des services publics, le conseil de quartier, la réussite éducative, les cellules territoriales prévention et sécurité... Mais l'action du Conseil départemental à Empalot, c'est aussi travailler avec les partenaires et notamment les acteurs associatifs très actifs dans le quartier. Nous subventionnons nombre de ces associations pour les aider à continuer de mailler le lien social nécessaire.

D, habitant - Pourquoi avoir mis un accent particulier sur la laïcité et la mixité au collège ?

Pour renforcer le sentiment d'appartenance à la République et le « vivre ensemble ». On ne peut pas lutter contre le déterminisme social et l'entre-soi que ce soit dans les collèges où il y a une forte population défavorisée comme dans les collèges à forte population favorisée, sans agir avec force et détermination. Les collégiens

d'aujourd'hui sont les citoyens de demain et il est de notre responsabilité de leur apprendre à vivre ensemble dans une République laïque. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité faire de la mixité sociale et de la laïcité dans les collèges une priorité. Il est urgent d'agir. C'est pourquoi le Parcours Laïque et Citoyen en lien avec les associations et avec l'éducation nationale a été mis en place dès la rentrée 2016 pour les 4ème et les 3ème et sera, dès septembre 2017 élargi aux classes de 6ème et 5ème. C'est aussi à partir de septembre 2017 que certaines propositions d'action en faveur de la mixité sociale entreront en vigueur.

H, habitante - Pour beaucoup dans nos quartiers, c'est le travail et les fins de mois difficiles. Quelles sont vos priorités pour l'emploi et l'action sociale? Vous avez raison. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous avons voté le nouveau Programme départemental de l'insertion de façon à rendre plus et mieux accessible l'accès aux droits en partant des besoins des habitants. Notre objectif est bien de favoriser le retour ou l'accès à l'emploi en sortant de la logique de guichet ou d'assistantat pour rendre les usagers acteurs de leur propre parcours. Pour ce faire, le nouveau programme départemental de l'insertion a laissé une plus grande place à l'usager avec une réelle participation citoyenne ; il propose également un accompagnement socioprofessionnel personnalisé aux bénéficiaires du RSA et les actions d'insertion sont donc plus précisément ciblées en s'appuyant là aussi sur un réseau identifié plus large d'associations. Nous prenons également en compte tous les facteurs d'exclusion : l'isolement, la mobilité, l'accès aux droits et à l'autonomie, la santé, l'adaptation de la qualification, les conditions de vie. La gratuité des transports pour tous les demandeurs d'emplois, le travail de terrain effectué par nos services à la Maison des solidarités d'Empalot y participent fortement.

Armand - Toutes les autorités, dans leurs discours, louent le travail de terrain des associations; qu'est-ce qui justifie alors les baisses de subventions de fonctionnement allouées à ces associations ? À la différence d'autres collectivités, le Conseil départemental ne fait pas des subventions aux associations une variable d'ajustement budgétaire. Il s'agit surtout de renforcer le dialogue mis en place avec chacune des associations subventionnée pour ajuster précisément les besoins en fonction des projets. Car les associations sont en effet un maillon essentiel pour la vie du quartier et donc un partenaire de terrain de premier plan pour le Conseil départemental. C'est d'ailleurs pourquoi, comme je vous le disais, nous travaillons en étroite liaison avec elles sur la mise en œuvre de nombreuses politiques publiques comme le Parcours laïque et citoyen, l'accompagnement de la réussite de l'expérimentation de mixité sociale dans les collèges ou encore le retour vers l'emploi.

Quels sont vos souhaits pour l'année 2017?

La Haute-Garonne a besoin de solidarité, de citoyenneté, d'innovation, d'intervention publique forte. Le Conseil départemental aborde cette année 2017 en voulant faire face à ces défis collectifs dans la proximité, le partage des savoirs et la transmission des valeurs. ■



Carole Delga Présidente de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée.

©E.-GRMAULT



Coursives- Comment concevez-vous votre mission ? Rassembler et agir au quotidien pour améliorer la vie de nos concitoyens, où qu'ils vivent dans notre grande région. C'est le fil rouge de ma mission telle que je l'ai présentée le jour de mon élection le 4 janvier 2016 et qui guidera tout mon mandat. C'est pour cela que dès cette année, nous avons lancé de gros chantiers – j'y reviendrai – qui convergent tous vers le même objectif : la croissance et l'emploi en Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.

Coursives - Pour beaucoup d'habitantes votre rôle est assez flou, pouvez-vous les éclairer? La Région a de nombreuses missions, renforcées ou nouvelles d'ailleurs, avec la loi NOTRe : en matière de développement économique (aides aux entreprises), d'aménagement du territoire, d'éducation (construction, équipement des lycées et des Centres de formation pour apprentis), de formation professionnelle ou encore de transports (TER). Dans les quartiers, comme ici, à Empalot, nous agissons au titre de la politique de la Ville. Ce sont des actions que nous menons avec nos partenaires : État, communes, Conseils départementaux, CAF, Pôle emploi, notamment. Notre objectif commun est clair : lutter contre les inégalités

en agissant sur le développement social et culturel, la revitalisation économique, la rénovation urbaine et l'amélioration du cadre de vie, la sécurité, la citoyenneté et la prévention de la délinquance, la santé... Nous accompagnons ainsi les associations de quartier. À travers toutes nos politiques, mon objectif est clair : créer de l'emploi, agir pour l'attractivité de tous nos territoires, de nos quartiers à nos campagnes, et renforcer la solidarité entre les habitants d'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.

Coursives - Cela fait un an que vous êtes à la présidence de la Région. Quel bilan faites-vous ? Cette année a été passionnante, je l'ai vécue pleinement, avec près de 150 000 km parcourus à travers tout le territoire. Je me sens parfaitement à l'aise et à fond dans ma mission. Je ressens aussi une grande attente autour de la Région qui doit jouer son rôle de locomotive au service du développement de tous les territoires. D'où un rythme très soutenu. En un an, nous avons voté un budget, mis en œuvre le Plan de soutien au BTP, le Plan 500 000 formations en un temps record, réorganisé les services de la Région, lancé deux consultations citoyennes, sur le nom de la région, sur le rail et l'intermodalité, et lancé le Plan littoral 21. Nous avons aussi présenté les grandes orientations de notre stratégie régionale pour la croissance et pour l'emploi. Comme je m'y étais engagée, 2016 n'a pas été une année blanche. Chacune et chacun peut constater que je tiens parole : de l'action et du terrain au quotidien, au service des habitants de notre région.

F, habitant - Le Conseil régional, qui a aujourd'hui un territoire et des compétences



élargies, a beaucoup de choses à co-construire, notamment en économie et en matière de formation, quels sont vos axes de travail sur les quartiers populaires et plus particulièrement sur Empalot?

Quelques chiffres pour rappel, tout d'abord : nous sommes la première région française en termes de dynamisme économique, de création d'entreprises et d'emplois, de solde à l'export, ou encore d'effort consacré à la recherche et au développement. Avec 50 000 nouveaux habitants par an, dont 20 000 actifs, nous sommes également la plus attractive au plan démographique. Il nous faut donc conforter cette position pour créer encore plus d'emplois, améliorer notre qualité de vie et notre cohésion territoriale, notamment dans les quartiers. Notre rôle a en effet été renforcé en matière économique et nous sommes devenus stratèges pour définir de nouvelles politiques et ainsi tirer la croissance pour tous nos territoires. Parce que je considère que l'emploi, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ou encore l'innovation sont étroitement liés, j'ai décidé de mener de front, depuis le printemps dernier, l'élaboration de trois nouveaux Schémas, qui composent la Stratégie régionale pour l'emploi et la croissance : un schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ; un schéma pour l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ; un Contrat

pour le développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles. À l'issue d'une concertation large, sur tous les territoires, nous allons définir une nouvelle feuille de route, qui sera définitivement adoptée par les élus en février 2017. J'ai déjà décidé d'augmenter de 20 % nos aides aux entreprises, par exemple. Car il faut des moyens forts pour donner confiance à nos entreprises, en tout point du territoire, et les inciter à créer des emplois. Dans les quartiers plus particulièrement, nous accompagnons la plate-forme « Entreprise Initiative et Création » (EIC), que nous avons créée en 2004. EIC aide la création d'activités en soutenant les porteurs de projets de micro-entreprises issus des quartiers prioritaires de la Métropole toulousaine. Installée pendant une dizaine d'années sur Empalot, elle est aujourd'hui implantée à la Reynerie. Cette année, nous l'avons soutenue à hauteur de près de 450 000 €. Nous poursuivons bien-sûr ce dispositif pour permettre un accompagnement au plus près des besoins des créateurs d'activité dans nos quartiers.

H, habitante - Pour beaucoup dans nos quartiers, c'est le travail et les fins de mois difficiles. Quelles sont vos priorités pour l'emploi et l'action sociale? Je le comprends : l'emploi est votre préoccupation première ; c'est aussi la mienne et c'est ma priorité absolue. Comme je l'indiquais, l'élaboration de nos nouvelles politiques économiques et de



formation ont pour objectif de répondre au défi de l'emploi. Cette stratégie va nous permettre de mettre en œuvre des outils et dispositifs adaptés, en cohérence avec les réalités de nos territoires et les besoins de nos entreprises. Elle constituera le socle de l'ensemble de nos politiques pour les années à venir, toutes tournées vers l'excellence, la proximité, l'attractivité et l'emploi. L'adéquation entre les formations que nous soutiendrons et le besoin réel des entreprises et bassins d'emploi, nous permettra de soutenir l'emploi. Sur l'emploi, je ne crois pas aux solutions globales venues d'en haut, mais au sur-mesure comme nous l'avons fait cette année avec le Plan 500 000 formations. L'objectif que nous nous étions fixés début 2016 avec nos partenaires est aujourd'hui atteint avec plus de 90 000 entrées en formations. Nous poursuivrons ce plan début 2017, car la formation reste l'une des armes les plus efficaces pour lutter contre le fléau du chômage, en particulier celui des jeunes qui sont les plus durement touchés.

Armand - Toutes les autorités, dans leurs discours, louent le travail de terrain des associations; qu'est-ce qui justifie alors les baisses de subventions de fonctionnement allouées à ces associations ? Notre soutien en faveur du quartier d'Empalot est soutenu et quasiment constant depuis de nombreuses

années. La Région a très fortement accompagné le tissu associatif des quartiers prioritaires de Toulouse depuis plus de 10 ans. Il faut noter que nous avons subi une baisse de nos recettes qui se répercutent sur l'ensemble de notre budget. Pour autant, la politique de la Ville reste une priorité et notre engagement restera fort. Vous pouvez compter sur le volontarisme de la Région pour soutenir l'emploi, la vitalité et le dynamisme de nos quartiers pour que chaque habitant d'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée soit fier des projets qu'il porte.

Coursives - Quels seraient vos souhaits pour l'année 2017 ? Qu'elle soit plus douce pour nos concitoyennes et concitoyens. Je veux une région positive. Nos projets pour 2017 visent à accélérer le développement économique de notre région et assurer l'égalité des chances, pour tous et partout. Les travaux que nous avons lancés cette année – la Stratégie régionale pour l'emploi et la croissance, par exemple – porteront véritablement leurs fruits et nos nouveaux dispositifs seront mis en œuvre, à l'échelle de la grande région. Efficacité, proximité, innovation sont les maîtres mots qui guident mon action pour faire de 2017, une année créative et ambitieuse pour les citoyennes et citoyens d'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée. ■

Pascal Mailhos

Préfet du département de la Haute-Garonne et préfet de la région Occitanie.



Coursives - Comment concevez-vous votre mission ? Le préfet a plusieurs missions, je suis à la fois préfet de la région Occitanie et préfet du département de la Haute-Garonne. En tant que préfet de département je suis le seul représentant de l'État, je représente tous les ministres et j'assure, bien évidemment à ce titre là, l'action de l'ensemble des services de l'État dans le département sauf dans deux domaines: la justice et le militaire. Second point la sécurité, la sécurité des biens et des personnes, un des domaines où j'interviens de façon significative. L'ordre public, la lutte contre la délinquance, la sécurité civile, la menace terroriste, la sécurité industrielle et alimentaire, tout ça sont des domaines d'attributions du préfet de département. Évidemment il y a aussi tout un pan de l'activité qui est la délivrance d'un certain nombre de titres (carte d'identité, passeport, permis de conduire...) même s'il va y avoir une évolution sur ce sujet. À compter de 2017 il n'y aura plus d'accueil en préfecture pour les titres, hors titres d'étrangers, mais ces titres seront délivrés par des plateformes. Comme autre mission il y a toute l'animation des politiques publiques. On oublie souvent que le préfet fait également remonter au gouvernement les

interrogations, les difficultés et naturellement les propositions que je fais pour améliorer un certain nombre de choses. Mettre en œuvre la politique de la ville par exemple ou la politique agricole dans la Haute Garonne ou la mettre en œuvre dans le Gers, dans la Gironde ou dans les Pyrénées orientales n'est pas la même chose. Chaque département a ses caractéristiques, a son histoire, a sa géographie, a une sensibilité particulière et à ce titre là le préfet est l'interlocuteur de tous les acteurs aussi bien les élus (conseil départemental, ville, intercommunalité), mais aussi tous les acteurs de la vie économique et sociale (les chefs d'entreprises, le monde agricole, les artisans, les associations diverses...). Après il y a la seconde casquette qui est le préfet de région, celle de la région Occitanie, 5600000 habitants, 13 départements, soit la taille de l'Irlande ou du Benelux qui est à l'heure actuelle la 4ème région de France et qui en 2022 sera la 3ème région de France derrière l'Île de France et Rhône-Alpes, car notre région a une croissance démographique très importante 50000 habitants de plus par an. C'est un enjeu très fort pour la région, car cela veut dire de l'emploi, du logement, des services, du transport pour cette population qui arrive. Donc le défi qui est le nôtre, pour l'État, mais aussi pour les collectivités, est de faire en sorte de pousser les filières d'excellence (aéronautique, l'agriculture et l'agroalimentaire qui est le premier employeur de la région), mais aussi des filières d'avenir comme le numérique, la santé, le tourisme et beaucoup d'autres et en même temps être attentif, aux écarts et à cette fracture territoriale et sociale. L'idée est de faire en sorte que cette région soit unie, je prends souvent cette image « tout le monde doit monter dans le même avion ».



Coursives - À votre arrivée, en 2014, vous aviez axé vos priorités sur l'emploi et la sécurité, qu'en est-il aujourd'hui ?

La sécurité est une priorité, car sans sécurité il ne peut évidemment pas avoir d'activités. Un exemple, sur le quartier d'Empalot, sur les dix premiers mois de l'année 2016 pour vous donner un indicateur un peu concret, les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont diminué de 8,62% par rapport à 2015, les violences crapuleuses ont diminué de 10%, les menaces de violences de 21%, par contre on a une légère progression sur les violences non crapuleuses +4%, les atteintes aux biens ont augmenté comme sur l'ensemble du département +10% c'est le point noir, les vols avec violences sont en baisse - 14,81%, les vols liés à l'automobile ont baissé de 23%... Vous voyez que l'investissement et l'activité des services, même si l'on trouve qu'il n'y en a jamais assez, les résultats sont là.

B, habitant - malgré les chiffres en baisse de délinquances, le sentiment d'insécurité persiste que comptez-vous faire?

Le sentiment d'insécurité persiste pour deux raisons. La perception qu'on a de cette insécurité qui n'est pas nécessairement ce qui se passe, mais le sentiment qu'on en a. Le sentiment est lié à ce qu'on lit dans le journal, à ce qu'on voit dans les réseaux sociaux, à la télévision, il est lié à ce que les gens se disent. Ce n'est pas forcément la réalité du moment où on est, mais à un ensemble de données qui fait votre opinion même si vous mettez les

chiffres réels, les gens ont une autre perception. La première raison est donc subjective d'une certaine façon, puis la seconde est la présence des forces de Police. Les gens ont un sentiment de plus de sécurité quand les policiers ou gendarmes sont là, patrouillent, regardent, parlent avec les uns et les autres. Mais on ne peut pas à tout moment, tout instant, mettre partout des forces de Police et de sécurité.

C, habitant - Quelles perspectives sur l'emploi des jeunes et des moins jeunes sur Empalot?

Depuis mon arrivée, il y a 2 ans et demi, j'ai essayé de faire en sorte que l'on pousse les dispositifs globaux « aide à l'emploi », « emplois aidés » et apprentissages et que ces sujets soient bien utilisés en Haute-Garonne et je pense que c'est le cas. Et j'ai fait en sorte que l'on les complète par des dispositifs plus spécifiquement adaptés aux quartiers. C'est à dire, partant du principe que les gens des quartiers ont plus de difficultés à équivalence de diplôme, de formation, d'engagement j'ai mis en place un certain nombre de dispositifs. Le premier que j'ai mis en place fut un dispositif sur mesure le « Coup de pouce pour l'emploi » et son principe est qu'un tuteur accompagne un jeune et le résultat est bon. Sur la cohorte des jeunes, 70% qui sont accompagnés ont un emploi. Ce qui montre qu'en accompagnant les jeunes on y arrive. De façon plus large, je souhaite qu'on développe les systèmes de tutorat et d'accompagnement. En gros, une personne qui a besoin d'être aidée est soutenue par une personne qui vient

l'aider, quel que soit le secteur d'où vient le jeune. Pour la deuxième année, nous avons proposé les rencontres de la fraternité avec l'aide de la fondation La Dépêche, qui réunit toutes les associations qui viennent aider et les jeunes. Nous avons ouvert un site internet pour que les jeunes puissent d'ailleurs s'y inscrire. Je suis persuadé que la notion de fraternité est la notion la plus importante à l'heure actuelle dans notre devise républicaine. La liberté et l'égalité sont de très bonnes choses mais si ne l'on mets pas de la fraternité, c'est à dire le fait que quelqu'un qui a reçu puisse se mettre à donner, c'est ce que j'appelle la respiration du pays, la respiration de la Nation. J'attache beaucoup d'importance à la fraternité.

Armand - Toutes les autorités, dans leurs discours, louent le travail de terrain des associations; qu'est-ce qui justifie alors les baisses de subventions de fonctionnement allouées à ces associations ? Globalement, pour l'État, il n'y a pas de baisse de subventions générales, après ça ne veut pas dire qu'association par association on ne regarde pas les projets. Les projets évoluent, ils sont plus ou moins pertinents et donc à l'évaluation du projet d'une année peut-être moins pertinent à un autre moment. Mais pour autant les crédits de l'État sur les associations et la politique de la Ville ne baissent pas.

R, habitante – Quelles sont les actions menées par l'État en cours sur Empalot ? Votre quartier se transforme, c'est la rénovation urbaine. C'est bien sur un travail partenarial où l'État au travers de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine met un certain nombre de crédits, plus de 13 millions en partenariat. On voit que c'est un quartier qui bouge, qui se rénove, avec une mixité qui arrive avec l'accession à la propriété qui fonctionne bien dans ce programme. Après, c'est le soutien aux associations qui font vivre le quartier comme le

stand « laïcité – vie de quartier » sur le marché toutes les semaines et puis je me suis engagé à demander aux services de l'État pour venir sur les quartiers expliquer un certain nombre de choses et répondre aux questions des habitants.

Coursives - Quels seraient vos souhaits pour l'année 2017? Si j'avais des souhaits, je le résumerais à plus de fraternité les uns avec les autres. Se rendre compte que finalement en étant dans un même pays, une même région, un même département, une même ville, nous avons plus de choses qui nous réunissent que de choses qui nous séparent. Et donc faire en sorte que ce qui nous unit, nous en prenions davantage conscience et que nous nous disions, les uns et les autres, que tout ce que nous pouvons faire de façon concrète et simple apporte autant que des dispositifs absolument nécessaires, mais qui parfois sont un peu désincarnés, donc il faut réintroduire de l'humain dans la relation. Et vous savez, cette phrase merveilleuse « Ne demandez pas ce que l'État peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour l'État ». Moi je suis très confiant là dessus, ça montre de la considération les uns pour les autres, ensuite ça montre qu'ensemble on peut arriver à faire des grandes choses simplement en se mettant côte à côte en regardant la même direction et qu'enfin si chacun fait de petites choses pour l'autre et bien nous allons avancer de façon significative. Recréons ce ciment qui fait que l'édifice se tient et ce ciment, c'est la Fraternité. ■



PASCAL MAILHOS ET MICHÈLE LUGRAND SOUS PRÉFÈTE



Les Méditerranéennes
So-Li-Sol le renouveau



Trombone et végétal
L'arrivée du PLJ



Journée de la Fraternité
Festi'couleurs déjà 10 ans

**Toute l'équipe de Karavan
et des Coursives d'Empalot
vous souhaite une**

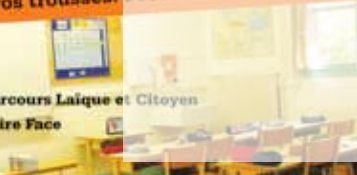
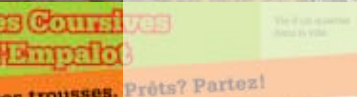


Association Palabre
Handiférence à Empalot



Programme d'Été
Mixah

**BONNE
ANNÉE**



Cours Laïque et Citoyen
Face



Dialogue citoyen
Balkanica



2017